

Tribune de Genève SA  
1211 Genève 11  
022/ 322 40 00  
www.tdg.ch

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Presse journ./hebd.  
Tirage: 43'860  
Parution: 6x/semaine

N° de thème: 844.003  
N° d'abonnement: 844003  
Page: 2  
Surface: 204'846 mm<sup>2</sup>

## Elections fédérales



# L'art difficile de devenir un parlementaire influent

## La professionnalisation rampante de la politique donne une prime à l'expertise, profite aux jeunes talents mais ne laisse aucune chance aux bavards, aux médiocres et aux paresseux

**Va-et-vient**  
Quand le parlement siège, les couloirs du Palais fédéral sont arpentés dans tous les sens par les élus, les lobbyistes, les journalistes et le personnel dédié à l'assistance des parlementaires.  
KEYSTONE



**Oui ou non**  
Les décisions sont toujours plus souvent prises au vote électronique.  
KEYSTONE

**Conciliabule**  
L'activité en marge des débats est aussi importante que les propos tenus à la tribune et d'abord protocolés.  
KEYSTONE



**Spectacle**  
La salle des pas perdus, adossée au Conseil national, est la scène où les médias interpellent les élus.  
KEYSTONE

**François Modoux** Berne

### L'essentiel

- **Suisse** Pas moins de 3768 candidats se présentent aux élections du 18 octobre. Faute d'un réel salaire, les élus sont amenés à relayer des intérêts particuliers.
- **Enjeux** Le prochain parlement devra faire face à cinq défis majeurs: politique d'intégration,

rapports à l'Europe, contrat social, politique énergétique et maintien de la prospérité économique.

- **Genève** Ici, les listes foisonnent. Les partis ont lancé des «sous-formations» pour toucher des segments particuliers du peuple.

**L**es prétendants au Conseil national établissent un nouveau record: 3768 personnes sont en lice, mais combien sont-ils à avoir l'étoffe du job? Aussi excitant soit-il, le saut à Berne n'est pas à la portée de tout le monde. Les exigences posées aux parlementaires ont fortement augmenté en termes de temps à investir, d'expertises et de compétences médiatiques, souligne Andreas Müller, du think tank Avenir Suisse. Dans



Tribune de Genève SA  
1211 Genève 11  
022/ 322 40 00  
www.tdg.ch

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Presse journ./hebd.  
Tirage: 43'860  
Parution: 6x/semaine

N° de thème: 844.003  
N° d'abonnement: 844003  
Page: 2  
Surface: 204'846 mm<sup>2</sup>

un essai sur la politique de milice\*, l'auteur s'alarme de son «érosion rampante»: «La Suisse s'éloigne de l'image idéale selon laquelle chaque citoyen pourrait être politicien.»

### «Politiciens de métier»

Le politologue à l'Université de Genève Pascal Sciarini parle, lui, de «professionnalisation non assumée». «On est entre deux rives, note ce spécialiste des processus de décision\*\*. Personne ne veut un parlement fédéral professionnel. Toutefois, vu la somme de travail attendue des élus, il est dominé par des politiciens de métier qui sont peu indemnisés en comparaison internationale.»

### Les beaux parleurs pèsent peu

Le tournant, c'est l'année 1992, quand les commissions du parlement fédéral deviennent permanentes. Elles sont désormais le lieu où se forment les décisions. Cette organisation a forcé les élus à se spécialiser. C'était nécessaire alors que les affaires se complexifiaient. Pascal Sciarini se réjouit de cette évolution: «Le parlement a renforcé son expertise et son pouvoir, il est devenu plus crédible face à l'administration et au Conseil fédéral.»

Dans ce contexte, l' élu le plus visible n'est souvent pas le plus influent; les beaux parleurs qui amusent la galerie ne pèsent en général pas lourd; les laborieux, les dilettantes et les paresseux n'échappent pas à l'insignifiance.

### Un savoir-faire et un réseau

L'influence d'un élu est proportionnelle à ses compétences et à l'étendue de son réseau dans son domaine d'excellence. Plus le sujet est sensible pour le pays, plus les attentes sont grandes et la possibilité de se profiler élevée. Un processus vertueux récompense presque naturellement les meilleurs. La confiance et l'estime des pairs se méritent lors des débats en commission. Idem pour le respect de l'administration, partenaire de premier ordre dans la phase de discussion des projets législatifs. L'aisance dans les langues nationales est une condition de réussite car la traduction simultanée ne couvre pas les travaux de commission.

Ensuite les médias décuplent le rayonnement des spécialistes qui font la différence par leur maîtrise du sujet. Si l'on met de côté les présidents de parti, toujours sous le feu des projecteurs, deux Romands régulièrement cités par leurs pairs illustrent cette ascension par la méritocratie: Roger Nordmann (PS/VD) sur l'énergie et Cesla Amarelle (PS/VD) sur l'immigration.

Pour Sarah Bütikofer, coauteure du livre publié par Avenir Suisse, la professionnalisation du parlement a profité aux jeunes politiciens talentueux et ambitieux. Ils peuvent construire une carrière qui leur était barrée il n'y a pas si longtemps. Dans les années 90, un seul élu à Berne sur vingt l'était avant 40 ans; en 2011, c'était un sur cinq. La figure de proue de cette génération est Alain Berset. Elu au Conseil des Etats à 31 ans alors qu'il écrivait sa thèse, il accède au Conseil fédéral seulement huit ans plus tard.

«On est entre deux rives. Personne ne veut un parlement professionnel mais le parlement fédéral est dominé par des politiciens de métier peu indemnisés»

**Pascal Sciarini** Politologue, professeur à l'Université de Genève

A l'inverse, la professionnalisation a condamné le double mandat devenu trop lourd, mais elle profite aux seniors qui se sont distingués à la tête de leur Canton. Le passage du Conseil d'Etat au Conseil des Etats devient un débouché logique pour ces routiniers de la politique (le Genevois Robert Cramer, le Fribourgeois Urs Schwaller, la Zurichoise Verena Diener).

### Attaques personnelles

Avec la polarisation accrue née de la forte affirmation de l'UDC, la politique est aussi devenue plus conflictuelle. L'exposition médiatique s'est accrue et il faut

supporter des attaques personnelles plus souvent blessantes. Paradoxalement, cette évolution a élargi les espaces pour négocier en coulisses des majorités à géométrie variable. C'est un art qui requiert beaucoup d'expérience, un large réseau de contacts et pas mal d'habileté. Les ego gonflés à l'hélium ne brillent pas dans cet exercice. Il convient davantage à une poignée d'élus rusés et habiles tacticiens, prêts à laisser défendre un texte de leur cru par un collègue d'un autre parti pour en maximiser les chances de succès. Ce travail de fine ingénierie politique confirme les parlementaires de valeur.

\* **Andreas Müller**, sous la direction d'Andreas Müller et Tibère Adler. «**Etat citoyen et citoyens dans l'Etat. La politique de milice entre mythe et modernité**». Avenir Suisse/Slatkine, 2015

\*\* **Pascal Sciarini, Manuel Fischer et Denise Traber**, «**Political Decision-Making in Switzerland. The Consensus Model under Pressure**». Palgrave, MacMillan, 2015

## Rémunération

**Prime à l'assiduité** La rémunération des élus au parlement fédéral a une part fixe modeste de 26 000 francs par an (imposable) et une part variable de 440 francs par jour de travail. Les présidents des commissions et des deux Chambres touchent un supplément.

**Défraiement** Pour chaque jour de séance, un forfait de 295 francs, non imposable, couvre la nuitée et les repas. S'ajoute une indemnité annuelle de transport de 4640 francs.

**Prévoyance** Un montant annuel de 13 478 francs est alloué au titre de la prévoyance professionnelle privée.

**Frais divers** Un subside annuel de 33 000 francs (non imposable) couvre les frais de bureau et de soutien.

**Fourchette** En 2013, un conseiller national a touché en moyenne 138 000 francs, un conseiller aux Etats 155 000. Le plus faible revenu était de 97 000 francs, le plus élevé de 234 000.



## Au chevet de la démocratie

● Un bail de vingt-quatre ans, c'est rare au parlement fédéral. Si Andreas Gross a pu jouer les prolongations, c'est parce que son combat singulier emportait l'adhésion de son propre parti. Bien sûr, des socialistes se sont irrités de ce que le Zurichois établi dans le Jura s'accroche à son mandat. Mais une majorité de camarades ont reconnu les mérites et la valeur ajoutée de cet authentique intellectuel investi d'une mission: défendre la démocratie directe et la démocratie tout court au cœur des institutions fédérales et au Conseil de l'Europe où il a fini par consacrer l'essentiel de son énergie.

Père de la première initiative pour la suppression de l'armée (1989), Andreas Gross avait bousculé l'establishment militaire avant de rejoindre le parlement. Au Conseil national, il se bat pour l'adhésion de la Suisse à l'Organisation des Nations Unies en relançant le processus parlementaire en 1997, puis en lançant une initiative populaire sur

ce sujet. La Suisse sera le dernier pays à adhérer à l'ONU, mais le seul à prendre cette décision lors d'un vote populaire. «Cela reste ma plus belle contribution politique au pays», dit Andreas Gross.

Les échecs furent nombreux et cuisants. Le socialiste est le premier à le reconnaître: «Je me suis battu pour améliorer l'équité du processus démocratique en Suisse, pour renforcer l'indépendance des parlementaires, pour neutraliser le pouvoir de l'argent



**Andreas Gross (PS/ZH)**  
Vingt-quatre ans  
au Conseil national

dans l'exercice des droits politiques et pour contenir l'intrusion des lobbys, mais j'ai échoué sur toute la ligne.»

Andreas Gross n'a pas ménagé ses critiques envers la nouvelle culture politique, si peu suisse, que le chef de file de l'UDC Christoph

Blocher a propagée en Suisse. Il a dénoncé sans relâche l'opacité du financement des partis politiques et des campagnes référendaires avec cette idée simple: «Celui qui perd à l'issue d'une votation doit pouvoir l'accepter sans soupçonner l'argent d'avoir faussé le résultat.» Il a multiplié les propositions pour que l'Etat garantisse un processus équitable. Ses efforts pour concrétiser cette double exigence de transparence et d'équité ont jusqu'à présent échoué.

Il suivra de loin le parlement devenu «plus imprévisible», où les cadors capables d'imposer leur loi ont cédé le pas aux spécialistes soumis aux assauts de lobbys «toujours plus agressifs». Des regrets? «On peut faire de la politique autrement qu'en siégeant au parlement. J'ai toujours des idées à défendre. Je vais me consacrer davantage à l'écriture.» **F.MX**

## Le routinier inoxydable

● Le PDC Urs Schwaller ne renie pas l'étiquette de poids lourd du parlement. N'a-t-il pas brigué la succession du radical Pascal Couchepin au Conseil fédéral, en 2009? Il en avait l'autorité, mais le moment n'était pas bon. Son élection aurait modifié les forces au Conseil fédéral en cours de législature. Le parlement ne l'a pas voulu. Deux ans plus tard, le Fribourgeois remplait pour une législature aux Etats, la dernière, sans que son autorité ait souffert de son échec. Inoxydable Urs Schwaller!

Passé aux Chambres fédérales après avoir été le leader du gouvernement fribourgeois, ce travailleur acharné s'est imposé à Berne par son expérience, son vaste réseau et sa maîtrise des grands dossiers de la politique fédérale - un généraliste incollable à l'ère de la spécialisation. Agir pour

le PDC, au centre de l'échiquier, a aussi contribué à la réputation de faiseur de majorité que lui ont faite ses pairs.

Même à l'heure de se retirer, Urs Schwaller assure qu'il ne va pas disparaître. Retraites, assurance-maladie, fiscalité: ce parfait bilingue saura distiller son grain de sel comme il a toujours su faire entendre sa petite musique dans les médias du pays.

Quand il a décidé qu'il quitterait le parlement, le Fribourgeois a accepté de siéger au conseil d'administration du Groupe Mutuel, deuxième assureur-maladie du pays. Aupara-



**Urs Schwaller (PDC/FR)**  
Douze ans  
au Conseil des Etats

vant, il avait déjà pris un mandat limité de conseil pour le groupe de Martigny, ce qui lui fut reproché lors des débats sur la caisse unique qu'il combattait. L'indépendance des élus face aux lobbys est une question «délicate», convient-il aujourd'hui. Il confie avoir évolué à ce sujet. L'actuelle obligation de déclaration des intérêts lui semble insuffisante: «Une meilleure distinction entre les mandats devrait s'imposer à tous les élus.» Leur rémunération, en revanche, le préoccupe moins. «Un élu a toujours intérêt à garder une activité secondaire qui facilite sa réinsertion en cas de besoin.» Seul un petit pas pour consolider leur deuxième pilier lui paraît défendable.

Artisan, avec d'autres, de la réforme des retraites en discussion, il veut croire que ce projet s'imposera «faute d'alternative réaliste». Au chapitre des regrets, il garde en travers de la gorge



Tribune de Genève SA  
1211 Genève 11  
022/ 322 40 00  
www.tdg.ch

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Presse journ./hebd.  
Tirage: 43'860  
Parution: 6x/semaine

N° de thème: 844.003  
N° d'abonnement: 844003  
Page: 2  
Surface: 204'846 mm<sup>2</sup>

la Lex USA pour «sauver» les banques, que le parlement a dû signer le couteau sous la gorge. L'échec, en votation, de la loi sur les réseaux de soins l'a déçu: «C'était une erreur de dire non, nous le paierons cher longtemps.» **F.MX.**

## Mère Courage, libre et intraitable

● Christine Egerszegi-Obrist honore l'article 162 de la Constitution: «Les membres de l'Assemblée fédérale votent sans instructions.» Pendant ses vingt années aux Chambres fédérales, d'abord au National qu'elle a présidé en 2007, puis aux Etats, l'Argovienne élue pour les libéraux-radicaux a toujours défendu son indépendance. Combien de chefs radicaux se sont-ils arraché les cheveux quand l'indomptable votait avec la gauche! Pour la pérennité des retraites; pour mieux surveiller les caisses maladie, contre de nouveaux avions de combat...

«Mais pourquoi n'as-tu pas adhéré au Parti socialiste?» lui ont souvent demandé ses collègues. Sa réponse fuse: «La gauche veut étendre les droits sociaux sans se soucier de qui va payer la facture, ça ne va pas.» Christine Egerszegi chérit la liberté et la responsabilité. Elle a aussi ce sens aigu de la communauté: «Quand nous légiférons, nous devons toujours avoir en tête qu'il y aura des gagnants et des perdants. Si nous n'équilibrons pas les bénéfices et les coûts, nous avons mal travaillé.»

Celle que la NZZ a baptisée Mère Courage, pour son altruisme et cette obstination à suivre son chemin envers et contre toutes les adversités, s'est imposée par sa compétence, son bon sens et une honnêteté jamais prise en défaut. Dans son canton plutôt conservateur, cette femme de petite taille, à la voix douce et à l'humour malicieux, jouit d'une grande popularité. Sa réussite, dit-elle, est d'abord le



**Christine Egerszegi (PLR/AG)** Douze ans au Conseil national, puis huit ans au Conseil des Etats

fruit d'une exigence: «Je m'impose d'avoir entendu tous les avis avant de forger mon opinion.» Spécialiste des régimes sociaux, elle a noué des liens étroits avec les chefs du patronat et des syndicats. Les lobbys, «toujours plus pressants», ne la dérangent pas. «Il faut les entendre, mais à la fin je ne crois qu'à la force des faits.»

Son autre devise: «L' élu le plus influent est toujours le mieux préparé.» Travailleuse acharnée, cette enseignante en langues qui excelle en français aime démêler la complexité des dossiers les plus rebutants. Elle jubile d'avoir réussi à résumer sur une page A4 les enjeux de la réforme des retraites d'une diabolique complexité. Elle y a passé un week-end entier.

Cette veuve hyperactive ne va pas disparaître du paysage politique. Retirée du parlement, elle défendra des causes qui lui sont chères par d'autres chemins. «Ceux qui ont fait sauter les bouchons de champagne à l'annonce de mon départ vont vite pouvoir refermer les bouteilles.»

**F.MX**



## Médecin et ami de l'économie

● Après seize ans au Palais fédéral, Felix Gutzwiller se retire de la politique avec le sentiment du devoir accompli. Seul élu qui, parallèlement, enseignait dans une université et dirigeait un institut académique, il déplore la «trop faible» représentation du monde scientifique au parlement.

Le Zurichois a d'abord investi l'arène politique comme spécialiste de la médecine préventive. Il apporta son soutien à la conseillère fédérale Ruth Dreifuss pour forger une politique de la drogue révolutionnaire: la Suisse légalisait la distribution médicale de drogue comme aide à la survie. Plus récemment, le docteur Gutzwiller a été un artisan majeur de la loi interdisant la fumée passive.

Le radical a acquis une stature supérieure quand il s'est imposé dans le plus grand canton du pays contre Christoph Blocher. Dans la course aux Etats, il a récolté deux fois plus de suffrages que son rival sans jamais s'aventurer sur le terrain populiste

cher au champion de l'UDC. «Etre élu au scrutin majoritaire, dit-il, c'est différent qu'obtenir un mandat à la proportionnelle. Il faut rassembler plutôt que polariser, or c'est mon tempérament.» Ce défi collait aussi à son profil politique: libéral et moderne sur les enjeux de société, partisan du marché sur les sujets économiques.

Le climat aux Etats, où l'affrontement est plus constructif qu'au Natio-



**Felix Gutzwiller  
(PLR/ZH)**

Huit ans au Conseil national, puis huit ans au Conseil des Etats

nal, lui a convenu. Même s'il dit avoir constaté une politisation des discussions à la Chambre des sénateurs.

Adeptes de l'empirisme, il apprécierait que la politique «se base un peu plus sur les faits et les évidences - moins sur les a priori et les idéologies».

Le radical polit son profil de «bâtitteur de ponts». Cela suppose, souligne-t-il, un caractère ouvert, porté

au dialogue; «l'inverse du politicien qui croit tout savoir et veut imposer à tout prix son point de vue».

Mais lui-même n'a-t-il pas réduit sa marge de manœuvre en se liant à des intérêts économiques puissants? Collectionneur de mandats, lucratifs souvent, bénévoles parfois, le Zurichois a été critiqué pour sa «proximité malsaine» avec la pharma, les assurances et une caisse maladie. L'infatigable professeur n'en a-t-il pas trop fait? Gutzwiller a une hésitation: «Je n'ai pris que des mandats dans mes domaines de compétence. Une condition pour rester indépendant.» Il est de ceux qui jugent «insuffisante» la rémunération des élus: «Un problème pour attirer les meilleurs dans la politique.»

**F.MX**

## La «vraie vie» chevillée au cœur

● Devant un plat de moules servi chez Edy, sur la place Fédérale, Ueli Leuenberger égrène ses mille vies à la veille de quitter le parlement. Avant d'embrasser la politique, il a (notamment) été cuisinier, ouvrier à l'usine, travailleur social, syndicaliste, médiateur culturel... Le Vert n'a jamais renié ses origines rurales bernoises tout en étant parfaitement chez lui dans la Genève multiculturelle, au milieu des communautés d'immigrés. Ce grand écart confédéral et cet «ancrage dans la vraie vie», l'écologiste genevois en a fait un atout. Sensible à la cohésion nationale, engagé sur les questions migratoires, il a toujours eu le souci de politiser en collant au terrain.

«J'ai vécu au jour le jour, dans mes contacts avec les immigrés,

les effets de nos décisions sur leur quotidien», raconte le parlementaire qui a sans relâche lutté contre la «blochérisation» de la Suisse. Quand il présidait la Commission des institutions politiques chargée de légiférer sur le droit d'asile, Ueli Leuenberger a organisé pour ses membres la visite d'un centre d'enregistrement. «La plupart n'avaient jamais parlé à un requérant d'asile.» Quand un consensus s'est cristallisé pour accélérer le traitement des demandes d'asile, il a emmené sa commission aux Pays-Bas. «On gagne toujours à apprendre des autres.» L'expérience néerlandaise a inspiré la réforme suisse.

Minoritaire de gauche, libertaire,

Ueli Leuenberger se retire du parlement avec des impressions contrastées.



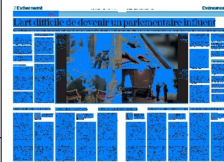
**Ueli Leuenberger  
(Les Verts/GE)**

Douze ans au Conseil national

«Je suis déçu de moi et de ma famille politique. Pourquoi ne réussissons-nous pas à freiner la xénophobie? Cela me préoccupe.» Il se désole que le parlement n'écoute pas les scientifiques menant des recherches approfondies financées par les pouvoirs publics (nucléaire, migration, etc.), s'irrite de l'intrusion «toujours plus massive» des lobbys et juge préoccupantes les trop modestes conditions de retraite faites aux élus quittant la politique. A la Commission de gestion, où il a «appris à fermer sa gueule», il a apprécié le sérieux et l'impartialité du travail mené par un groupe soudé. «Les élus ne défendent pas leur conseiller fédé-

Date: 30.09.2015

**Tribune  
de Genève**



Tribune de Genève SA  
1211 Genève 11  
022/ 322 40 00  
www.tdg.ch

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Presse journ./hebd.  
Tirage: 43'860  
Parution: 6x/semaine

N° de thème: 844.003  
N° d'abonnement: 844003  
Page: 2  
Surface: 204'846 mm<sup>2</sup>

ral.» Hélas, note-t-il, les moyens manquent pour assumer pleinement cette mission de surveillance dévolue au parlement.

Lui, le parfait bilingue, s'alarme des difficultés de compréhension entre élus pour des motifs linguistiques. L'interprétation dans les commissions ne serait pas un luxe. «Le parlement refuse l'autocritique. Il se plaît à croire que tout va très bien.» **F.MX**